

## ÉDUCATION

## Les syndicats haussent le ton

**Des rencontres entre la ministre de l'Education nationale et les syndicats du secteur sont prévues du 15 au 28 novembre prochain. Les syndicats rejettent ces rencontres «protoculaires» et accusent la ministre de vouloir gagner du temps. Après l'Unpef, le CLA appelle à une journée de protestation le 10 novembre prochain. Le Cnapest et le Snapest, pour leur part, n'excluent pas un retour à la protestation.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Visiblement, la relation entre Benghebrit et le partenaire social bat de l'aile. Le secteur de l'éducation va-t-il vers de nouvelles perturbations ? Les syndicats autonomes du secteur montent au créneau l'un après l'autre. Après l'Unpef (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation), le CLA (Conseil des lycées d'Algérie) a aussi décidé de protester à son tour. Ceci, alors que les différents syndicats ont reçu des invitations pour un troisième round de négociations avec la tutelle. Après les rencontres qui ont eu lieu les mois de juillet et août derniers, un nouveau planning est fixé du 15 au 28 novembre prochain. Les deux parties interprètent, cependant, différemment la démarche. Le ministère de l'Education parle de dialogue et de négociations. Du point de vue du partenaire social, la tutelle «veut seulement gagner du temps pour faire durer la trêve, à travers des rencontres protocolaires». Sceptiques, les syndicats affirment

n'attendre «pas grand-chose des prochains rendez-vous».

Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest



Le syndicat a fixé la date du 2 novembre prochain pour tenir son conseil national.

Selon Meziane Meriane, il s'agit du premier conseil national du Snapest depuis la rentrée scolaire. La date a été décidée, souligne-t-il, avant d'être informé de la date du rendez-vous avec la ministre, fixée au 15 novembre prochain. La grève n'est pas encore à l'ordre du jour des actions du syndicat, qui reconnaît que plusieurs dossiers restent en suspens. Il s'agit notamment des plus urgents, dit le syndicat, qui cite le dossier des primes et indemnités des enseignants du Sud, du programme de formation pour les enseignants du secondaire pour pouvoir passer à la catégorie 14 au lieu de 13 et la régularisation de la situation des enseignants du technique. Sur ces dossiers, dit-il, «nous sommes au point de départ». Le Snapest déplore aussi le problème de surcharge des classes. «Le problème le plus crucial est la surcharge des classes, surtout pour les classes de terminale où les deux promotions, qui se sont rencontrées il y a trois ans dans le palier de la première année secondaire, se retrouvent cette année toutes les deux à la troisième année secondaire», a souligné le syndicaliste qui souligne

que, sur un total de 609 lycées qui devaient être livrés, 50% ne sont pas encore réceptionnés. Autant de dossiers qui attendent d'être solutionnés, dit le syndicat, et qui seront exposés à la ministre de l'Education lors de la prochaine rencontre.

Nouar Larbi, coordonnateur du Cnapest

Le coordonnateur du Cnapest, qui a rendez-vous avec Benghebrit le 22 novembre prochain, ne se fait pas d'illusion. «On ne s'attend pas à grand-chose puisque, à travers ces rencontres, la tutelle veut seulement gagner du temps», a déclaré Larbi Nouar. D'ailleurs, poursuit-il, «nous avons perdu confiance en la tutelle». Selon lui, la ministre de l'Education s'est engagée à tenir une réunion avec le syndicat avant la fin du mois d'octobre en cours. Le syndicaliste se dit surpris d'apprendre que la ministre n'a décidé d'entamer des rencontres qu'à partir de la mi-novembre prochain. «Nous avons convenu, lors de la réunion du mois d'août dernier avec la tutelle, de se revoir avant le 31 octobre pour avoir des réponses à nos doléances, car lors de notre précédent face-à-face, nous n'avons eu aucune réponse à ce que nous avons exposé. C'est pourquoi la ministre nous a promis de nous revoir en octobre pour, au final, nous inviter pour le mois de novembre», a soutenu le syndicaliste qui relève l'absence «d'une volonté réelle de déclencher un dialogue sérieux et fructueux». Le syndicat, qui accuse la ministre

de «ne pas tenir ses engagements», ne boycottera pas la rencontre du 22 novembre mais, dit-il, «nous partons sans nous attendre à des résultats, même pour les dossiers qui sont du ressort de notre tutelle». Le Cnapest a réuni son bureau national vendredi passé pour débattre de la situation. Il attendra les réponses du ministère de l'Education nationale avant de convoquer le conseil national pour décider de maintenir ou pas la trêve.

Sadek Dziri, président de l'Unpef

L'Unpef était le premier syndicat à rompre la trêve avec la ministre de l'Education nationale en organisant, mardi dernier, une journée de grève pour dénoncer la non-satisfaction de ses revendications. Le syndicat, qui a rendez-vous avec la tutelle le 17 novembre prochain, se dit d'ailleurs «offusqué». «Nous avons fait grève, les intendants sont à leur deuxième semaine de débrayage et la ministre de l'Education est aux abonnés absents», a déclaré Sadek Dziri, président de l'Unpef, qui trouve que le rendez-vous fixé par la tutelle est «très lointain». «Nous refusons cette date car la tutelle impose le dialogue à sa manière et non sur la base des priorités. Nous allons tenir notre conseil national avant cette rencontre et c'est lui qui décidera des actions à venir», a indiqué le syndicaliste

S. A.

## CLA

## Journée de protestation le 10 novembre prochain

**Le CLA, qui a tenu son conseil national vendredi dernier, a décidé d'une journée de protestation le 10 novembre prochain, suivie d'un rassemblement devant l'annexe du ministère de l'Education nationale, à Ruisseau, Alger. C'est ce qu'a annoncé, hier, Idir Achour, président du syndicat.**

Une action que le syndicat qualifie de signal d'alarme sur la situation «chaotique» qui prévaut dans le secteur. Dans sa plateforme de revendications, le CLA exige la réouverture

des négociations sur le statut particulier, l'accélération de la réception des infrastructures scolaires en cours de réalisation et le lancement de nouveaux projets, la mise en place d'un plan de recrutement d'urgence pour les différents postes, l'organisation des concours de promotion et l'ouverture d'une cellule d'écoute spéciale contre le harcèlement sexuel en milieu scolaire.

Selon le syndicat, la situation est «catastrophique». En plus de la violence, du manque d'encadrement pédagogique et administratif et des inscriptions scolaires qui ne se terminent pas, le CLA soulève le problème de la surcharge. Selon lui, «10% des établissements travaillent avec plus de 50

élèves par classe et 50% d'autres avec plus de 40 élèves».

Le syndicat, qui a rendez-vous avec la tutelle le 15 novembre prochain, ne s'attend «à rien de concret». Selon Bachir Hakem, porte-parole du syndicat, la ministre de l'Education «fait dans la théorie et invite les syndicats à des rencontres protocolaires». Pour lui, la ministre «se contredit et les syndicats, qui ont ras-le-bol de cette fuite en avant, ont commencé à réagir». «C'est le début des protestations», lance le syndicaliste, qui a ajouté que le CLA tiendra des assemblées générales le même jour de la grève, pour décider des actions futures.

S. A.

## ILS ACCUSENT LA TUTELLE DE LES IGNORER

## Vers une grève des taxis

**La solidarité confraternelle touche la corporation des chauffeurs de taxi. Avec 1 000 professionnels à l'arrêt, en raison de l'expiration de licences d'exploitation, et 3 000 autres diplômés désespérément en attente de permis de places, ceux en activité menacent de grève générale.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -** La grogne gagne les chauffeurs de taxi et 1 200 professionnels sont conviés le 11 novembre prochain par l'Union nationale algérienne des transporteurs, à discuter des mesures à prendre face «à l'indifférence de la tutelle».

Dans une conférence de presse organisée hier, à Alger, le secrétaire général de l'Unat, Abdelkader Bouaïcha a, en effet, relevé nombre de revendications et de correspondances adressées au ministère des Transports, dont la dernière date du 14 octobre, mais qui sont restées sans suite.

Il s'agit principalement du problème de délivrance de licences d'exploitation, et que le confédéré considère comme un grand frein pour l'activité : «A Alger, nous comptons 17 000 licences qui, pour la plupart, ont

expiré et n'ont pas été renouvelées. Du coup, beaucoup de chauffeurs de taxi sont depuis à l'arrêt.»

Les licences d'exploitation de taxi compteur, comme celles de beaucoup d'autres activités, sont depuis l'indépendance, exclusivement délivrées à la personne de «moudjahid».

Comme un grand nombre parmi eux ne sont plus de ce monde, et que le fameux document n'est pas toujours à transmettre à la descendance, explique Abdelkader Bouaïcha, la corporation se vide de ses professionnels. Mais, il se trouve que ce facteur de blocage devait être définitivement éliminé à la faveur d'une ordonnance ministérielle, datant du 6 juin 2009.

«Un accord interministériel entre le département des transports et celui de la formation professionnelle avait permis à cette époque la formation de 1 200 futurs chauffeurs de taxi et les différentes agences de création de microentreprises ont suivi pour accorder des crédits à ceux qui voulaient monter leur propre société.

L'ex-ministre des Transports Amar Tou avait promis des permis provisoires en attendant de régler le problème des licences d'exploitation, mais à ce jour, rien



Remous chez les chauffeurs de taxi.

n'a été fait», révèle-t-il. Le problème, poursuit Abdelkader Bouaïcha, c'est que depuis, beaucoup de personnes se sont endettées pour le montage de sociétés de taxis, et l'achat de voitures personnelles pour exercer sans pourtant bénéficier du document propre à la famille révolutionnaire. Devant cette situation qui, soutient-il, ne peut conti-

nuer, le 11 novembre prochain des concertations seront ouvertes entre 1 200 professionnels en activité, pour décider d'une démarche commune à suivre.

«Nous allons opter soit pour une grève générale, ou pour carrément une marche», menace le SG de l'Unat.

M. M.